



PROCES VERBAL
de la séance du 5 mai 2021

Membres	Membres en exercice	Membres présents	Dont titulaires	Dont suppléants
157	157	78	73	5

Etaient présents

Membres du Bureau

Président	WEBER	Jean-Paul	1er Assesseur	RENNIE	Madeleine
1er Vice-Président	SCHNEIDER	Brigitte	2ème Assesseur	GAILLOT	Jean-Luc
2ème Vice-Président	MOUGIN	Christian	4ème Assesseur	STEICHEN	Christian
3ème Vice-Président	KIEFFER	Nadège	5ème Assesseur	BALTAZARD	David
			9ème Assesseur	MENEGOS	Michel

Délégués titulaires

ALGRANGE	BONIFAZZI	Guy	KUNTZIG	BECKER	Patric
APACH	HAMMES	Christophe	LAUNSTROFF	RICCI	Françoise
AUDUN-LE-TICHE	BLASI-TOCCACCELI	Gilles	LUTTANGE	DANIS	Marc
AUDUN-LE-TICHE	PRASSEL	Gilles	MALLING	CARREIA	Manuel
BASSE-HAM	DEMOULIN	Nicolas	MANDEREN-RITZING	KICHENBRAND	Jacqueline
BASSE-HAM	GHAMO	Fernando	MANOM	SANSALONE	Carmelo
BERTRANGE	SIEBENALER	Claude	MENSKIRCH	EVARD	Mélanie
BOUSSE	FILLMANN	Alain	MONDELANGE	DE SANCTIS	Nicolas
BRETTNACH	CHAMPLON	Annette	MONDELANGE	FRITZ	Alain
BUDING	SCHLINCKER	Bernard	MOYEUVE-GRANDE	DOS SANTOS	Angelique
CONTZ-LES-BAINS	ZINS	Clément	MOYEUVE-GRANDE	LACAVA	Salvatore
EBERSVILLER	MORITZ	Edmond	NEUFCHÉF	MAISONNEUVE	Patrick
FAMECK	EBERHART	Pascal	NILVANGE	DELLA NAVE	André
FILSTROFF	KASTENDEUCH	Muriel	OTTANGE	BERTONI	Gilles
FLASTROFF	NADE	Xavier	OTTANGE	GAVAZZI	Angel
FLORANGE	MICHEL	Stéphane	RANGUEVAUX	DEUTSCH	André
FLORANGE	RIO	Thierry	REMELING	GALGON	Mathieu
FONTOY	DUVAL	Laurent	RETEL	VERCELLINO	Bruno
GRINDORFF-BIZING	NIDERCORN	Marc	RURANGE-LES-THIONVILLE	BALTZLI	Jean-Luc
GUENANGE	WACHOWIAK	Yann	SAINT-FRANCOIS-LACROIX	ZIMMER	Christophe
HAYANGE	DE RAM	Jean-Louis	SEREMANGE-ERZANGE	OSTER	Alain
HAYANGE	ENGELMANN	Fabien	SIERCK-LES-BAINS	MICHELETTA	Dominique
HAYANGE	FIGLIUZZI	Jean	TERVILLE	ACKERMANN	Raymond
HAYANGE	PACCHI	Alain	TERVILLE	BOULAY	Jean-Paul
HAYANGE	RHEDER	Joëlle	THIONVILLE	GANDECKI	Claude
HUNTING	FOUSSE	Louis	THIONVILLE	HARAU	Guy
INGLANGE	HARTZ	Bertrand	THIONVILLE	STARCK	Cathy
KEDANGE-SUR-CANNER	KIEFFER	Jean	TRESSANGE	JACQUE	Sylvain
KERLING-LES-SIERCK	HOCHARD	Guy	VECKRING	KUNEGEL	Alain
KIRSCHNAUMEN	GEORGES	Gérard	VITRY-SUR-ORNE	GOBBI	Anthony
KLANG	IACUZZO	Dominique	WALDWEISTROFF	PIGNON	Bernard
KNUTANGE	CORAZZA	Jean-Luc	WALDWISSE	MAGARD	Jean-Guy
Délégués suppléants :					
BOUSSE	MEREL-BRESSY	Stéphane	MONTENACH	PETIT	Richard
FLORANGE	NICOLAS	Patrick	REMELFANG	HARTER	Michel
MERSCHWEILLER	WEHR	Denis			

Sont excusés et ont donné procuration : FALCHI Antoine à WEBER Jean-Paul ; ANTOINE Marc à RIO Thierry ; MAOUCI Fatah à DUVAL Laurent ; DURMEYER Nathalie à CORAZZA Jean-Luc ; KHALDI Mustapha à MAISONNEUVE Patrick ; SCHWEIZER Christian à MOUGIN Christian ; MASSON Alphonse à HARTER Michel ; VISCERA Joseph à KIEFFER Nadège ; BALTAZARD Norbert à BALTZLI Jean-Luc ; CHIKH Ali à OSTER Alain.

Sont excusés : KAISER Jean-Baptiste ; BERLOTTI Michel ; GIL Philippe ; DECK Serge ; FRADELLA Cédric

Assistaient en outre : ROUSTAN Philippe ; FELY Liliane ; VIEUSANGE Bernadette ; RIMETZ Danie

Les délégués présents ont signé au registre des délibérations. Les délibérations concernant les points examinés lors de cette séance ont été publiées le 10 mai 2021 ; les autres conditions éventuellement nécessaires au caractère exécutoire de ces actes étant conformes aux dispositions législatives en vigueur (Loi Municipale Locale du 6 juin 1895 et Lois des 2 mars et 22 juillet 1982).

M. le Président ouvre la séance à 18 H 15 en remerciant les membres du comité présents.
Il passe ensuite à l'ordre du jour :

1) Débat d'orientation budgétaire 2021 :

En application des articles 11 et 15 de la Loi "Administration Territoriale de la République" du 6 février 1992, les communes et établissements publics de coopération intercommunale doivent procéder dans les deux mois précédant le vote de leur budget primitif à un Débat d'Orientation Budgétaire.

M. le Président précise que pour notre Syndicat, dont le rôle principal consiste à contrôler le concessionnaire et à redistribuer aux communes associées les redevances d'investissement versées par ENEDIS, le D.O.B. ne présente pas un grand intérêt. Aucune politique n'est à définir en matière fiscale, ni en matière d'investissement ou d'emprunt, il se limite donc à l'expression de grands principes de fonctionnement, tels que :

- le contrôle des activités du concessionnaire et la négociation des redevances les plus intéressantes pour les communes membres ;
- la définition de règles objectives pour la redistribution des crédits d'investissement ;
- l'incitation à la planification des projets dans le but d'optimiser les concours financiers ;
- le traitement rapide des dossiers de subvention déposés par les communes ;
- l'élargissement des interventions du syndicat dans les domaines tels que les économies d'énergie ou la recharge des véhicules électriques.

Le Comité prend acte des orientations budgétaires relatives à l'exercice 2021.

2) Subventions supplémentaires accordées aux communes :

M. le Président informe que Comité que le SISCODIPE a décidé de soutenir à nouveau financièrement les communes membres du syndicat lorsqu'elles engagent des dépenses d'investissement vertueuses sur le plan énergétique, ou visant à mettre en sécurité les passages piétons par un meilleur éclairage ou ayant pour objectif de mettre en valeur le patrimoine local par un traitement lumineux.

L'aide envisagée porte sur 5 types d'actions :

1) *l'achat de véhicules électriques* : les communes ayant acheté un véhicule électrique en 2020 pourraient bénéficier d'une aide pouvant aller jusqu'à 3 000,00 euros/véhicule en fonction du nombre de dossiers déposés.

2) *L'installation d'horloges astronomiques* visant à réduire la consommation des dispositifs d'éclairage public : Une aide de 100,00 euros/horloge peut être attribuée, sachant que seuls seront subventionnés les équipements munis d'une antenne de synchronisation ou d'une antenne GPS.

3) *La mise en valeur lumineuse d'éléments du patrimoine* appartenant aux communes, sachant que les réalisations devront être pérennes et porter sur des éléments du patrimoine communal, extérieurs et visibles du domaine public (immeubles, monuments historiques, sculptures ou oeuvres d'art extérieures, ...) à l'exclusion des édifices culturels et des hôtels de ville, trop nombreux.

4) La sécurisation des passages piétons par un meilleur éclairage.

5) Le remplacement de l'éclairage intérieur des salles de classe des écoles par un système à LED.

Pour le financement de ces actions, une enveloppe globale de 30.000,00 euros a été réservée au BP 2020.

Il s'agit aujourd'hui de retenir les opérations qui percevront une subvention au titre du programme 2020 :

1) Une commune a procédé à l'acquisition d'un véhicule électrique :

- Algrange a acheté un véhicule électrique pour un montant de 14.933 € HT.

2) Une commune a installé des horloges astronomiques :

- Halstroff : 1 horloge pour un montant de 347 € HT.

3) Une opération a été réalisée en matière de mise en lumière de monuments :

- Thionville a procédé à la mise en lumière du Bastion République pour un montant de 68.552 € HT.

4) Trois communes ont procédé à la sécurisation de passages piétons :

- Budling : plusieurs passages sécurisés à l'entrée du village pour 20.108 € HT.
- Thionville : 2 passages piétons sécurisés (rue Mangin et Castelnau pour respectivement 3.366 € HT et 19.112 € HT.
- Guénange : mise en place de plots lumineux sur passages piétons pour 6.699 € HT.

5) Une commune a réalisé une opération de remplacement par des LED de l'éclairage intérieur d'un bâtiment scolaire :

- Nilvange : école Brucker : 54200 € HT.

Les subventions suivantes pourraient donc leur être attribuées :

- Pour les véhicules électriques : 3.000 €
 - Algrange : 3.000 €.
- Pour les horloges astronomiques : 100 €
 - Halstroff : 100 €.
- Pour la mise en lumière de monuments : 6.855 € (10%)
 - Thionville : 6.855 €.
- Pour les passages piétons : 9.858 € (20%)
 - Budling : 4.022 €.
 - Thionville : 4.496 €.
 - Guénange : 1.340 €.
- Pour l'éclairage LED dans les écoles : 10.840 € (20%)

- Nilvange : 10.840 €

Le coût global de ces subventions s'élève à 30.653 €.

Le Comité après délibération, adopte à l'unanimité l'octroi de ces subventions suivant la répartition détaillée ci-dessus.

3) Subvention à l'association « Electriciens sans frontières » :

Comme l'an passé, l'association « Electriciens sans frontières » sollicite le SISCODIPE pour l'octroi d'une subvention de fonctionnement visant à soutenir sa démarche d'assistance aux populations les plus démunies dans le monde pour l'accès durable à une énergie efficace et abordable.

M. le Président rappelle qu'il s'agit d'une ONG de solidarité internationale reconnue d'utilité publique, qui regroupe plus de 1 000 bénévoles, dont certains sont issus de notre territoire.

Cette association est intervenue notamment au Togo, au Pérou, au Bénin, à Haïti, au Congo, à Madagascar, aux Philippines, au Niger. De nouveaux projets sont d'ailleurs prévus au Sénégal, Nigéria, Haïti, Togo et Madagascar.

Pour 2021, elle compte réaliser les travaux d'installation du câblage interne de l'école, du centre de soins et d'une première maison à Dhye au Népal. Elle souhaite également former une équipe d'électriciens pour poursuivre les travaux d'électrification et la maintenance des installations, activités prévues en 2020 qui ont dû être reportées suite au COVID.

Compte tenu des objectifs poursuivis par cette association, une contribution du SISCODIPE à hauteur de 1 500,00 € pourrait être envisagée.

Le Comité Syndical adopte à l'unanimité cette proposition et autorise le versement d'une subvention de 1 500,- € à l'Association Electricien sans Frontière.

L'ordre du jour étant épuisé, M. le Président lève la Séance à 18 H 45

Pour extrait conforme
THIONVILLE, le 7 mai 2021

Fait et délibéré en séance
Suivent les signatures

Le Président
Jean-Paul WEBER

